

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2017/205255]

Extrait de l'arrêt n° 109/2017 du 5 octobre 2017

Numéro du rôle : 6536

En cause : le recours en annulation de la loi du 21 avril 2016 portant modification des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, introduit par la commune de Woluwe-Saint-Lambert et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges J.-P. Snappe, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschant, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 8 novembre 2016 et parvenue au greffe le 9 novembre 2016, un recours en annulation de la loi du 21 avril 2016 portant modification des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 (publiée au *Moniteur belge* du 9 mai 2016) a été introduit par la commune de Woluwe-Saint-Lambert, l'ASBL « Association de Promotion des Droits Humains et des Minorités » et Sabine Hanot, assistées et représentées par Me J. Sohier, avocat au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et au contexte

B.1.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 2 de la loi du 21 avril 2016 portant modification des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, qui complète par un cinquième alinéa l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (ci-après : les lois sur l'emploi des langues en matière administrative).

Désormais, l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative dispose :

« Le Secrétaire permanent au recrutement est seul compétent pour délivrer des certificats en vue d'attester les connaissances linguistiques exigées par la loi du 2 août 1963.

Dans un délai de deux ans, à compter du 1^{er} septembre 1963, le Roi fixe les conditions suivant lesquelles ces certificats peuvent être requis en lieu et place des épreuves prévues par la loi pour le recrutement du personnel qui doit posséder des connaissances linguistiques spéciales.

Le délai susvisé est porté à cinq ans, quand il s'agit de conférer par promotion des emplois pour lesquels des connaissances linguistiques spéciales sont exigées.

Toutefois, en ce qui concerne les communes, le personnel communal, à partir du grade de sous-chef de bureau et des grades y assimilés et en fonction au 1^{er} juillet 1963, restera soumis au régime actuel d'examens linguistiques prévus pour les promotions. Les jurys organisant ces épreuves seront présidés avec voix délibérative par un représentant du Secrétaire permanent au recrutement.

Pour les services locaux de la région de langue allemande, le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de reconnaissance de l'équivalence entre les certificats délivrés par Selor et ceux délivrés dans les autres Etats membres de l'Espace économique européen et dans la Confédération suisse ».

B.1.2. L'article 15, § 1^{er}, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative dispose :

« Dans les services locaux établis dans les régions de langue française, de langue néerlandaise ou de langue allemande, nul ne peut être nommé ou promu à une fonction ou à un emploi s'il ne connaît la langue de la région.

Les examens d'admission et de promotion ont lieu dans la même langue.

Le candidat n'est admis à l'examen que s'il résulte des diplômes ou certificats d'études requis qu'il a suivi l'enseignement dans la langue susmentionnée. A défaut d'un tel diplôme ou certificat, la connaissance de la langue doit au préalable être prouvée par un examen.

Si la fonction ou l'emploi est conféré sans examen d'admission, l'aptitude linguistique requise est établie au moyen des preuves que l'alinéa 3 prescrit à cet effet ».

B.2. En vertu du nouvel alinéa 5 de l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, inséré par l'article 2 de la loi attaquée, pour les services locaux de la région de langue allemande, la preuve de la connaissance de la langue de la région peut être apportée tant par un certificat délivré par Selor que par des certificats délivrés dans les autres Etats membres de l'Espace économique européen et dans la Confédération suisse.

B.3. Par la loi attaquée, le législateur fédéral a voulu mettre sa législation en conformité avec l'arrêt du 5 février 2015 de la Cour de justice de l'Union européenne (*Commission c. Belgique*, C-317/14).

L'exposé des motifs indique :

« Le Gouvernement est d'avis qu'il y a lieu de prendre au plus vite les mesures découlant de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne du 5 février 2015 en modifiant, pour les services locaux de la région de langue allemande, l'article 53 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, de manière à ce que le Selor ne dispose plus du monopole en ce qui concerne les examens de connaissance linguistique. Et ainsi éviter de lourdes sanctions financières » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1653/001, p. 5).

Devant la Commission compétente de la Chambre, le ministre a précisé :

« [le projet] a pour but d'instaurer, pour les services locaux de la région de langue allemande, un mécanisme permettant de prendre en considération des certificats linguistiques délivrés dans les autres Etats membres de l'Espace économique européen et de la Confédération suisse » (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1653/002, p. 3).

« Le ministre souligne que compte tenu du dispositif de l'arrêt, le projet de loi à l'examen porte uniquement sur les services locaux de la région de langue allemande.

En ce qui concerne les exigences de qualité, le ministre souligne que l'article dispose qu'un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres déterminera les modalités de reconnaissance de l'équivalence avec les certificats délivrés par Selor. A cet effet, une commission d'experts linguistiques devra rendre un avis conforme. Le fait qu'il soit également prévu qu'un représentant de la Communauté germanophone siègera au sein de cette commission pour ce qui est de la langue allemande a été jugé positif lors de l'examen du projet de loi au Parlement de la Communauté germanophone » (*ibid.*, p. 5).

B.4. Par son arrêt du 5 février 2015, la Cour de justice de l'Union européenne a jugé :

« 22. Conformément à une jurisprudence bien établie de la Cour, l'ensemble des dispositions du traité FUE relatives à la libre circulation des personnes visent à faciliter, pour les ressortissants des Etats membres, l'exercice d'activités professionnelles de toute nature sur le territoire de l'Union et s'opposent aux mesures qui pourraient défavoriser ces ressortissants lorsqu'ils souhaitent exercer une activité économique sur le territoire d'un autre Etat membre (voir, notamment, arrêt Las, C-202/11, EU: C: 2013: 239, point 19 et jurisprudence citée).

23. Ces dispositions et, en particulier, l'article 45 TFUE s'opposent ainsi à toute mesure qui, même applicable sans discrimination tenant à la nationalité, est susceptible de gêner ou de rendre moins attrayant l'exercice, par les ressortissants de l'Union, des libertés fondamentales garanties par le traité (arrêt Las, EU: C: 2013: 239, point 20 et jurisprudence citée).

24. Certes, l'article 3, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement n° 492/2011 reconnaît aux Etats membres le droit de fixer les conditions relatives aux connaissances linguistiques requises en raison de la nature de l'emploi à pourvoir.

25. Toutefois, le droit d'exiger un certain niveau de connaissance d'une langue en fonction de la nature de l'emploi ne saurait porter atteinte à la libre circulation des travailleurs. Les exigences découlant des mesures destinées à le mettre en œuvre ne doivent en aucun cas être disproportionnées par rapport au but poursuivi et les modalités de leur application ne doivent pas comporter de discriminations au détriment des ressortissants d'autres Etats membres (voir, en ce sens, arrêt Groener, C-379/87, EU: C: 1989: 599, point 19).

26. En l'espèce, il convient de reconnaître qu'il peut être légitime d'exiger d'un candidat à un concours organisé aux fins de pourvoir un emploi dans un service local, c'est-à-dire dans une entité concessionnaire d'un service public ou chargée d'une mission d'intérêt général sur le territoire d'une commune, qu'il dispose, à un niveau en adéquation avec la nature de l'emploi à pourvoir, de connaissances de la langue de la région dans laquelle se trouve la commune concernée. Il peut être en effet considéré qu'un emploi dans un tel service requiert une aptitude à communiquer avec les autorités administratives locales ainsi que, le cas échéant, avec le public.

27. Dans un tel cas, la détention d'un diplôme sanctionnant la réussite à un examen de langue peut constituer un critère permettant d'évaluer les connaissances linguistiques requises (voir, en ce sens, arrêt Angonese, EU: C: 2000: 296, point 44).

28. Cependant, le fait d'exiger, comme le prévoient les lois coordonnées, d'un candidat à un concours de recrutement qu'il rapporte la preuve de ses connaissances linguistiques en présentant un unique type de certificat, qui n'est délivré que par un seul organisme belge chargé, à cet effet, d'organiser des examens de langue sur le territoire belge, apparaît, au regard des impératifs de la libre circulation des travailleurs, disproportionné par rapport à l'objectif poursuivi.

29. En effet, cette exigence exclut toute prise en considération du degré de connaissances qu'un diplôme obtenu dans un autre Etat membre, eu égard à la nature et à la durée des études dont il atteste l'accomplissement, permet de présumer dans le chef de son titulaire (voir, en ce sens, arrêt Angonese, EU: C: 2000: 296, point 44).

30. En outre, cette exigence, bien qu'indistinctement applicable aux ressortissants nationaux et à ceux des autres Etats membres, défavorise en réalité les ressortissants des autres Etats membres qui souhaiteraient postuler à un emploi dans un service local en Belgique.

31. Cette exigence contraint en effet les intéressés résidant dans d'autres Etats membres, c'est-à-dire, en majorité des ressortissants de ces Etats, à se rendre sur le territoire belge aux seules fins de faire évaluer leurs connaissances dans le cadre d'un examen indispensable pour la délivrance du certificat requis pour le dépôt de leur candidature. Les charges supplémentaires qu'implique une telle contrainte sont de nature à rendre plus difficile l'accès aux emplois en cause (voir, en ce sens, arrêt Angonese, EU: C: 2000: 296, points 38 et 39).

32. Le Royaume de Belgique n'a invoqué aucun objectif dont la réalisation serait susceptible de justifier ces effets.

33. Pour autant que le Royaume de Belgique fait valoir que des travaux législatifs ont été engagés afin de mettre la réglementation nationale litigieuse en conformité avec les exigences du droit de l'Union mais que ceux-ci doivent suivre des procédures longues et complexes en raison de la structure de ce pays, il y a lieu de rappeler qu'il est de jurisprudence constante qu'un Etat membre ne saurait exciper de dispositions de son ordre juridique national, même constitutionnel, pour justifier le non-respect des obligations résultant du droit de l'Union (voir, notamment, arrêt Commission/Hongrie, C-288/12, EU: C: 2014: 237, point 35 et jurisprudence citée).

34. Il convient d'ajouter que, en tout état de cause, l'existence d'un manquement doit être appréciée en fonction de la situation de l'Etat membre telle qu'elle se présentait au terme du délai fixé dans l'avis motivé et les changements intervenus par la suite ne sauraient être pris en compte par la Cour (voir, notamment, arrêt Commission/Royaume-Uni, C-640/13, EU: C: 2014: 2457, point 42 et jurisprudence citée).

35. Dans ces conditions, il y a lieu de constater que, en exigeant des candidats aux postes dans les services locaux établis dans les régions de langue française ou de langue allemande, dont il ne résulte pas des diplômes ou des certificats requis qu'ils ont suivi l'enseignement dans la langue concernée, à faire la preuve de leurs connaissances linguistiques au moyen d'un unique type de certificat, exclusivement délivré par un seul organisme officiel belge après un examen organisé par cet organisme sur le territoire belge, le Royaume de Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 45 TFUE et du règlement n° 492/2011.

[...]

Par ces motifs, la Cour (sixième chambre) déclare et arrête :

1) En exigeant des candidats aux postes dans les services locaux établis dans les régions de langue française ou de langue allemande, dont il ne résulte pas des diplômes ou des certificats requis qu'ils ont suivi l'enseignement dans la langue concernée, à faire la preuve de leurs connaissances linguistiques au moyen d'un unique type de certificat, exclusivement délivré par un seul organisme officiel belge après un examen organisé par cet organisme sur le territoire belge, le Royaume de Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 45 TFUE et du règlement (UE) n° 492/2011, du Parlement européen et du Conseil, du 5 avril 2011, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union ».

B.5. Les Communautés française et flamande avaient anticipé l'arrêt de la Cour de justice et donné suite à la mise en demeure de la Commission de l'Union européenne en modifiant, pour leur ressort territorial, l'article 53 précité.

Par l'article 4 du décret du 18 novembre 2011 relatif à la preuve de la connaissance de la langue, requise par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, la Communauté flamande a remplacé l'article 53 comme suit :

« Art. 53. Le Gouvernement flamand détermine :

1° les instances compétentes pour délivrer les preuves de la connaissance de la langue, requises pour ces lois coordonnées, et les conditions auxquelles doivent répondre ces preuves;

2° les conditions d'agrément des preuves de la connaissance de la langue, délivrées par d'autres instances.

Le niveau de la connaissance de la langue qui doit être prouvée dépend de la nature de la fonction exercée ».

Par l'article 1^{er} du décret du 7 novembre 2013 relatif à la preuve des connaissances linguistiques requises par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, la Communauté française a remplacé l'article 53 comme suit :

« Art. 53. § 1^{er}. Les certificats attestant du niveau de connaissance linguistique requis par les présentes lois sont délivrés par SELOR - Bureau de sélection de l'administration fédérale.

Complémentairement à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement de la Communauté française peut déterminer d'autres instances compétentes pour délivrer les certificats attestant du niveau de connaissance linguistique requis par les présentes lois, ainsi que les conditions auxquelles doivent répondre les preuves de cette connaissance de la langue.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté française détermine les conditions et les modalités de reconnaissance des certificats de connaissance linguistique délivrés par d'autres instances que celles visées au paragraphe premier.

§ 3. Les équivalences sont délivrées par le Gouvernement de la Communauté française sur avis d'une commission d'experts.

Le Gouvernement précise le statut de cette Commission d'experts et précise le mode de désignation de ses membres. Son mode de fonctionnement est réglé dans le règlement d'ordre intérieur que la Commission d'experts adoptera.

§ 4. Pour l'application des paragraphes précédents, le niveau de connaissance linguistique dépend de la nature de la fonction exercée ».

Quant à l'intérêt des parties requérantes

B.6. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt des parties requérantes.

B.7.1. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée; il s'ensuit que l'action populaire n'est pas admissible.

B.7.2. Lorsqu'une association sans but lucratif qui n'invoque pas son intérêt personnel agit devant la Cour, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son objet social; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.8.1. L'ASBL « Association de Promotion des Droits Humains et des Minorités » a pour objet social de promouvoir les droits humains tels qu'ils sont consacrés par la Constitution et par plusieurs conventions internationales.

Selon l'article 3, b), des statuts, l'ASBL a pour but « de dénoncer et contester toute atteinte arbitraire aux droits et libertés consacrés par les normes de droit interne ou de droit international ». L'article 3, d), de ces statuts lui permet d'ester en justice dans tous les litiges auxquels peut donner lieu l'application des normes de droit interne ou international relatives aux droits humains et aux minorités.

B.8.2. Cet objet social vise à la défense d'un intérêt collectif qui est de nature particulière et distinct de l'intérêt général. Par ailleurs, il n'est pas contesté que cet objet soit réellement poursuivi.

B.9. L'article 2 de la loi attaquée permet aux candidats à une fonction ou un emploi dans les services locaux de la région de langue allemande et aux agents de ces services de prouver leur connaissance de la langue de la région tant par un certificat délivré par Selor que par des certificats délivrés dans les autres Etats membres de l'Espace économique européen et dans la Confédération suisse. Il n'offre pas cette possibilité aux candidats à une fonction ou un emploi dans les services locaux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et aux agents de ces services.

La disposition attaquée crée ainsi une différence de traitement qui est susceptible d'affecter l'objet social de la partie requérante et l'intérêt collectif qu'elle défend. Cette partie dispose donc de l'intérêt requis.

B.10. Dès lors que la deuxième partie requérante justifie d'un intérêt au recours, il n'est pas nécessaire d'examiner si les autres parties requérantes justifient également d'un intérêt à poursuivre l'annulation des dispositions attaquées.

Quant au moyen unique

B.11.1. Le moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 45 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et avec le règlement n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union.

B.11.2. Les parties requérantes contestent la loi attaquée en ce qu'elle permet aux seuls services locaux de la région de langue allemande d'accepter des candidats et des agents, au titre de preuve de leurs connaissances linguistiques, d'autres certificats que ceux délivrés par Selor, jugés équivalents par le Roi, en vue de se conformer à l'arrêt de la Cour de justice du 5 février 2015.

Dans une première branche, les parties requérantes considèrent que le législateur fédéral a ainsi instauré une différence de traitement contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

Dans une seconde branche, elles se réfèrent à l'article 45 du TFUE et à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, du règlement n° 492/2011 précité et relèvent qu'en vertu de l'article 260, paragraphe 1, du TFUE, l'Etat belge est tenu de prendre toutes les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de justice du 5 février 2015.

Les deux branches sont examinées ensemble.

B.12. Comme il est dit en B.9, l'article 2 de la loi attaquée crée une différence de traitement entre les candidats et les agents selon que l'emploi ou la fonction concerné relève des services locaux de la région de langue allemande ou des services locaux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

B.13. Selon le Conseil des ministres, les services locaux de la région de langue allemande et ceux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ne sont pas suffisamment comparables en raison de leur régime linguistique essentiellement différent.

Il ne faut pas confondre différence et non-comparabilité. La région de langue allemande est une région unilingue, alors que la région de Bruxelles-Capitale est une région bilingue. Cette différence ne permet cependant pas de conclure que les services locaux de ces deux régions linguistiques ne peuvent pas être comparés au regard du monopole conféré à Selor par l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, plus précisément lorsqu'il s'agit de déterminer quels certificats permettent d'attester des connaissances linguistiques pour obtenir une fonction ou un emploi dans ces services.

B.14.1. Il ressort des travaux préparatoires cités en B.3 que, par la loi attaquée, le législateur fédéral a voulu se mettre en conformité avec l'arrêt du 5 février 2015 par lequel la Cour de justice de l'Union européenne constate que la Belgique a manqué à ses obligations en matière de libre circulation des travailleurs.

Il ressort de cet arrêt, cité en B.4, que le droit d'exiger un certain niveau de connaissance d'une langue en fonction de la nature de l'emploi ne saurait porter atteinte à la libre circulation des travailleurs et comporter une discrimination au détriment de ressortissants d'autres Etats membres :

« le fait d'exiger, comme le prévoient les lois coordonnées, d'un candidat à un concours de recrutement qu'il rapporte la preuve de ses connaissances linguistiques en présentant un unique type de certificat, qui n'est délivré que par un seul organisme belge chargé, à cet effet, d'organiser des examens de langue sur le territoire belge, apparaît, au regard des impératifs de la libre circulation des travailleurs, disproportionné par rapport à l'objectif poursuivi » (point 28).

B.14.2. L'arrêt de la Cour de justice du 5 février 2015 précité vise les services locaux des régions de langue française ou de langue allemande et non ceux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Toutefois, tout comme l'article 15 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative applicable aux services locaux des régions de langue française ou de langue allemande, l'article 21 des mêmes lois applicable aux services locaux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale prévoit des exigences, certes différentes, de connaissances linguistiques pour accéder à un emploi ou une fonction. Les différences entre les exigences linguistiques prévues par ces deux dispositions ne font toutefois pas l'objet du grief soulevé par le moyen unique. La critique des parties requérantes porte uniquement sur les attestations de ces connaissances linguistiques et, plus précisément, sur l'absence de possibilité de déroger au monopole conféré, par l'article 53, alinéa 1^{er}, de ces mêmes lois, à Selor « pour délivrer des certificats en vue d'attester les connaissances linguistiques exigées par la loi du 2 août 1963 » pour les services locaux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, alors qu'une telle possibilité existe pour les services locaux de la région de langue allemande.

Or, tout comme les candidats à un emploi et les agents des services locaux de la région de langue allemande, les candidats à un emploi et les agents des services locaux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale sont soumis aux principes de la libre circulation des travailleurs combinés avec les règles d'égalité et de non-discrimination pour ce qui est de la délivrance des attestations de connaissances linguistiques.

B.14.3. Les parties requérantes demandent à la Cour de poser à la Cour de justice une question préjudicielle relative à la compatibilité de la loi attaquée avec les normes de droit de l'Union européenne invoquées au moyen.

Lorsqu'une question qui porte sur l'interprétation du droit de l'Union est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue, conformément à l'article 267, troisième alinéa, du TFUE, de poser cette question à la Cour de justice. Ce renvoi n'est cependant pas nécessaire lorsque cette autorité juridictionnelle a constaté que la question soulevée n'est pas pertinente ou que la disposition du droit de l'Union en cause a déjà fait l'objet d'une interprétation de la part de la Cour ou que l'application correcte du droit de l'Union s'impose avec une telle évidence qu'elle ne laisse place à aucun doute raisonnable (CJCE, 6 octobre 1982, C-283/81, *CILFIT*, point 21).

En l'espèce, il n'y a pas lieu de faire droit à la demande des parties requérantes d'interroger la Cour de justice à ce propos. En effet, l'interprétation des dispositions du droit de l'Union, que ces parties sollicitent, a déjà été fournie par la Cour de justice dans son arrêt du 5 février 2015.

B.14.4. En ne prévoyant à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative une possibilité de dérogation en matière de délivrance des attestations de connaissances linguistiques que pour les services locaux de la région de langue allemande et non pour les services locaux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, alors qu'il est compétent pour régler l'emploi des langues dans les services locaux de ces deux régions linguistiques, le législateur fédéral a créé une différence de traitement entre les candidats à un emploi et les agents qui ne peut pas se justifier raisonnablement au regard des principes de la libre circulation des travailleurs combinés avec les règles d'égalité et de non-discrimination.

B.15. Le moyen, en ce qu'il est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 45 du TFUE et avec le règlement n° 492/2011 du 5 avril 2011, est fondé.

L'article 2 de la loi du 21 avril 2016 portant modification des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, doit être annulé en ce qu'il ne s'applique pas aux services locaux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Par ces motifs,

la Cour

annule l'article 2 de la loi du 21 avril 2016 portant modification des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qu'il ne s'applique pas aux services locaux de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 5 octobre 2017.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2017/205255]

Uittreksel uit arrest nr. 109/2017 van 5 oktober 2017

Rolnummer 6536

In zake : het beroep tot vernietiging van de wet van 21 april 2016 houdende wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, ingesteld door de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters J.-P. Snappe, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschant, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 8 november 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 9 november 2016, is beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 21 april 2016 houdende wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 mei 2016) door de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe, de vzw « Association de Promotion des Droits Humains et des Minorités » en Sabine Hanot, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Sohier, advocaat bij de balie te Brussel.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen en de context

B.1.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 2 van de wet van 21 april 2016 houdende wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, dat artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 18 juli 1966 (hierna : de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken), met een vijfde lid aanvult.

Thans bepaalt artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken :

« De Vaste Wervingssecretaris alleen is bevoegd om bewijzen omtrent de bij de wet van 2 augustus 1963 vereiste taalkennis uit te reiken.

Binnen een termijn van twee jaar, te rekenen van 1 september 1963 af, bepaalt de Koning de voorwaarden waaronder die bewijzen, in plaats van de bij de wet bepaalde examens, mogen geleverd worden voor de werving van de ambtenaren die een bijzondere taalkennis moeten bezitten.

Bovenbedoelde termijn wordt verlengd tot vijf jaar wanneer het gaat om het begeven, bij wijze van bevordering, van betrekkingen waarvoor een bijzondere taalkennis vereist is.

Met betrekking tot de gemeenten echter blijft voor het personeel, van de rang van onderbureauchef en daarmee gelijkgestelde rangen af, dat op 1 juli 1963 in dienst was, de huidige regeling gelden die op het stuk van taalexamens is bepaald voor de bevorderingen. In de examencommissies die deze examens organiseren treedt een vertegenwoordiger van de Vaste Wervingssecretaris als voorzitter op, met medebeslissende stem.

Voor de plaatselijke diensten in het Duitse taalgebied, bepaalt de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels voor de erkenning van de gelijkwaardigheid tussen de door Selor uitgereikte certificaten en deze uitgereikt in de andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte en de Zwitserse Bondsstaat ».

B.1.2. Artikel 15, § 1, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken bepaalt :

« In de plaatselijke diensten, die in het Nederlandse, het Franse of het Duitse taalgebied gevestigd zijn, kan niemand tot een ambt of betrekking benoemd of bevorderd worden, indien hij de taal van het gebied niet kent.

De toelatings- en bevorderingsexamens geschieden in dezelfde taal.

De kandidaat wordt enkel tot het examen toegelaten voor zover uit de vereiste diploma's of studiegetuigschriften blijkt dat hij zijn onderwijs in meergenoemde taal heeft genoten. Bij ontstentenis van een dergelijk diploma of getuigschrift moet de taalkennis vooraf door een examen bewezen worden.

Indien het ambt of de betrekking begeven wordt zonder toelatingsexamen dient de vereiste taalkennis vastgesteld aan de hand van de daartoe in lid 3 voorgeschreven bewijzen ».

B.2. Krachtens het nieuwe vijfde lid van artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, ingevoegd bij artikel 2 van de bestreden wet, kan, voor de plaatselijke diensten in het Duitse taalgebied, het bewijs van kennis van de taal van het gebied worden geleverd zowel met een door Selor uitgereikt certificaat als met certificaten uitgereikt in de andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte en de Zwitserse Bondsstaat.

B.3. Met de bestreden wet heeft de federale wetgever zijn wetgeving in overeenstemming willen brengen met het arrest van 5 februari 2015 van het Hof van Justitie van de Europese Unie, (*Commissie t. België*, C-317/14).

In de memorie van toelichting wordt aangegeven :

« De regering is van mening dat de maatregelen die voortvloeien uit het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie van 5 februari 2015 zo spoedig mogelijk genomen moeten worden door, wat de plaatselijke diensten in het Duitse taalgebied betreft, artikel 53 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken te wijzigen zodat Selor niet langer het monopolie heeft wat de examens voor taalkennis betreft. En hiermee zware financiële sancties te vermijden » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1653/001, p. 5).

Voor de bevoegde Kamercommissie heeft de minister gepreciseerd dat :

« [het ontwerp] tot doel heeft om voor de lokale diensten in het Duitse taalgebied een mechanisme in te voeren waardoor taalcertificaten, die uitgereikt zijn in andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte en de Zwitserse Bondsstaat, in aanmerking kunnen worden genomen » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1653/002, p. 3).

« De minister benadrukt dat, gelet op het dictum van het arrest, het voorliggende wetsontwerp enkel betrekking heeft op de lokale diensten van het Duitse taalgebied.

Wat de kwaliteitsvereisten betreft, wijst de minister erop dat het artikel bepaalt dat een koninklijk besluit, vastgelegd na overleg in de Ministerraad, zal worden uitgevaardigd, dat de nadere regels zal vastleggen in verband met de erkenning van de gelijkwaardigheid aan de door Selor uitgereikte certificaten. Daartoe zal een commissie van taaldeskundigen een eensluidend advies moeten afleveren. Dat in die commissie ook een vertegenwoordiger van de Duitse Gemeenschap zal zetelen voor wat het Duits aangaat, werd bij de bespreking van het wetsontwerp in het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap als positief ervaren » (*ibid.*, p. 5).

B.4. Bij zijn arrest van 5 februari 2015 heeft het Hof van Justitie van de Europese Unie geoordeeld :

« 22. Volgens vaste rechtspraak van het Hof beogen de bepalingen van het VWEU inzake het vrije verkeer van personen in hun geheel het de onderdanen van de lidstaten gemakkelijker te maken, op het grondgebied van de Unie een beroep uit te oefenen, en staan zij in de weg aan maatregelen die deze onderdanen zouden kunnen benadelen wanneer zij op het grondgebied van een andere lidstaat een economische activiteit willen verrichten (zie met name arrest *Las*, C-202/11, EU: C: 2013: 239, punt 19 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

23. Die bepalingen en in het bijzonder artikel 45 VWEU staan bijgevolg in de weg aan elke maatregel die, zelfs wanneer hij zonder discriminatie op grond van nationaliteit van toepassing is, het gebruik van de in het Verdrag gewaarborgde fundamentele vrijheden door burgers van de Unie kan belemmeren of minder aantrekkelijk kan maken (arrest *Las*, EU: C: 2013: 239, punt 20 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

24. Ingevolge artikel 3, lid 1, tweede alinea, van verordening nr. 492/2011 hebben de lidstaten weliswaar het recht om de voorwaarden betreffende de wegens de aard van de te verrichten arbeid vereiste taalkennis vast te stellen.

25. Toch mag het recht om een bepaalde taalkennis te eisen naargelang van de aard van de arbeid, geen afbreuk doen aan het vrije verkeer van werknemers. De eisen die bij de uitvoeringsmaatregelen van dat recht worden gesteld, mogen in geen geval onevenredig zijn aan het nagestreefde doel, en de wijze waarop zij worden toegepast, mag niet leiden tot discriminatie van de onderdanen van andere lidstaten (zie in die zin arrest *Groener*, C-379/87, EU: C: 1989: 599, punt 19).

26. *In casu* moet worden erkend dat het gerechtvaardigd kan zijn om van een kandidaat voor een vergelijkend onderzoek dat wordt georganiseerd om te voorzien in een betrekking bij een plaatselijke dienst, te weten bij een entiteit die concessiehouder is van een openbare dienst of die belast is met een taak van algemeen belang op het grondgebied van een gemeente, te eisen dat hij beschikt over een op de aard van de te verrichten arbeid afgestemde kennis van de taal van het gebied waarin de betrokken gemeente is gelegen. Een betrekking bij een dergelijke dienst kan immers worden geacht de vaardigheid te vereisen om met de plaatselijke administratieve autoriteiten en, in voorkomend geval, met het publiek te communiceren.

27. In een dergelijk geval kan het bezit van een diploma ten bewijze dat men geslaagd is voor een taalexamen, een criterium zijn om de vereiste taalkennis te beoordelen (zie in die zin arrest *Angonese*, EU: C: 2000: 296, punt 44).

28. Van een kandidaat voor een vergelijkend onderzoek voor de aanwerving van personeel overeenkomstig de gecoördineerde wetten eisen dat hij zijn taalkennis bewijst door middel van één enkel soort certificaat dat door slechts één enkele Belgische instantie wordt afgegeven die daartoe belast is met de organisatie van taalexamens op het Belgische grondgebied, is gelet op de eisen van het vrije verkeer van werknemers echter onevenredig aan de nagestreefde doelstelling.

29. Dat vereiste sluit immers uit dat rekening wordt gehouden met het kennisniveau waarover iemand op basis van een in een andere lidstaat behaald diploma kan worden verondersteld te beschikken gelet op de aard en de duur van de opleiding waarvan de voltooiing uit dat diploma blijkt (zie in die zin arrest *Angonese*, EU: C: 2000: 296, punt 44).

30. Voorts benadeelt dat vereiste, ook al geldt het zonder onderscheid voor nationale onderdanen en onderdanen van de andere lidstaten, in werkelijkheid de onderdanen van de andere lidstaten die wensen te solliciteren naar een betrekking bij een plaatselijke dienst in België.

31. Dat vereiste verplicht de betrokkenen die in andere lidstaten wonen, dat wil zeggen voor het merendeel onderdanen van die staten, immers om zich naar het Belgische grondgebied te begeven enkel en alleen om hun kennis te laten beoordelen aan de hand van een examen dat noodzakelijk is om het voor de indiening van hun sollicitatie vereiste certificaat te verkrijgen. De extra lasten die deze verplichting met zich brengt, kunnen de toegang tot de betrokken betrekkingen bemoeilijken (zie in die zin arrest *Angonese*, EU: C: 2000: 296, punten 38 en 39).

32. Het Koninkrijk België heeft geen doelstelling aangevoerd waarvan de verwezenlijking die gevolgen kan rechtvaardigen.

33. Voor zover het Koninkrijk België aanvoert dat met wetgevingswerkzaamheden is begonnen om de litigieuze nationale regeling in overeenstemming te brengen met de eisen van het Unierecht maar dat wegens de structuur van dat land daartoe lange en ingewikkelde procedures moeten worden gevolgd, zij eraan herinnerd dat volgens vaste rechtspraak een lidstaat zich niet op bepalingen van zijn interne rechtsorde, zelfs niet op grondwettelijke bepalingen, kan beroepen ter rechtvaardiging van de niet-nakoming van uit het Unierecht voortvloeiende verplichtingen (zie met name arrest *Commissie/Hongarije*, C-288/12, EU: C: 2014: 237, punt 35 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

34. Hieraan moet worden toegevoegd dat het bestaan van een niet-nakoming in ieder geval moet worden beoordeeld aan de hand van de situatie waarin de lidstaat zich bevond aan het einde van de in het met redenen omkleed advies gestelde termijn, en dat het Hof met sindsdien opgetreden wijzigingen geen rekening kan houden (zie met name arrest *Commissie/Verenigd Koninkrijk*, C-640/13, EU: C: 2014: 2457, punt 42 en aldaar aangehaalde rechtspraak).

35. Bijgevolg is het Koninkrijk België, door van kandidaten voor betrekkingen bij de plaatselijke diensten in het Franse of het Duitse taalgebied uit wier vereiste diploma's of certificaten niet blijkt dat zij hun onderwijs in de betrokken taal hebben genoten, te eisen dat zij hun taalkennis bewijzen door middel van één enkel soort certificaat dat uitsluitend door één enkele Belgische officiële instantie wordt afgegeven na een door die instantie op het Belgische grondgebied georganiseerd examen, de verplichtingen niet is nagekomen die op hem rusten krachtens artikel 45 VWEU en verordening nr. 492/2011.

[...]

Het Hof (Zesde kamer) verklaart :

1) Door van kandidaten voor betrekkingen bij de plaatselijke diensten in het Franse of het Duitse taalgebied uit wier vereiste diploma's of certificaten niet blijkt dat zij hun onderwijs in de betrokken taal hebben genoten, te eisen dat zij hun taalkennis bewijzen door middel van één enkel soort certificaat dat uitsluitend door één enkele Belgische officiële instantie wordt afgegeven na een door die instantie op het Belgische grondgebied georganiseerd examen, is het Koninkrijk België de verplichtingen niet nagekomen die op hem rusten krachtens artikel 45 VWEU en verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie ».

B.5. De Franse en de Vlaamse Gemeenschap waren vooruitgelopen op het arrest van het Hof van Justitie en hadden gevolg gegeven aan de ingebrekestelling van de Commissie van de Europese Unie door, voor hun territoriale rechtsgebied, het voormelde artikel 53 te wijzigen.

Bij artikel 4 van het decreet van 18 november 2011 tot regeling van het bewijs van taalkennis, vereist door de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, heeft de Vlaamse Gemeenschap artikel 53 als volgt vervangen :

« Art. 53. De Vlaamse Regering bepaalt :

1° welke instanties bevoegd zijn om de bewijzen van taalkennis, vereist door deze gecoördineerde wetten, uit te reiken, en de voorwaarden waaraan die bewijzen moeten voldoen;

2° de voorwaarden voor de erkenning van bewijzen van taalkennis, uitgereikt door andere instanties.

Het niveau van de taalkennis dat moet worden bewezen, is afhankelijk van de aard van de uitgeoefende functie ».

Bij artikel 1 van het decreet van 7 november 2013 betreffende het bewijs van de taalkennis vereist door de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, heeft de Franse Gemeenschap artikel 53 als volgt vervangen :

« Art. 53. § 1. De getuigschriften die het bewijs leveren van het niveau van de taalkennis dat vereist wordt door deze wetten, worden uitgereikt door SELOR - Selectiebureau van de federale overheid.

Ter aanvulling van het eerste lid kan de Regering van de Franse Gemeenschap andere bevoegde instanties bepalen om getuigschriften uit te reiken die het bewijs leveren van het niveau van de taalkennis dat vereist wordt door deze wetten, alsook de voorwaarden waaraan de bewijzen van deze taalkennis moeten voldoen.

§ 2. De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de voorwaarden en de nadere regels voor de erkenning van de getuigschriften van de taalkennis die uitgereikt worden door andere instanties, zoals bedoeld in § 1.

§ 3. De gelijkwaardigheid wordt verleend door de Regering van de Franse Gemeenschap op advies van een Deskundigencommissie.

De Regering bepaalt het statuut van deze Deskundigencommissie en de manier waarop haar leden aangewezen moeten worden. Haar werkwijze wordt bepaald in het huishoudelijk reglement dat de Deskundigencommissie zal aannemen.

§ 4. Voor de toepassing van de vorige paragrafen is het niveau van de taalkennis afhankelijk van de aard van het uitgeoefende ambt ».

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen

B.6. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekende partijen.

B.7.1. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt; bijgevolg is de *actio popularis* niet toelaatbaar.

B.7.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, voor het Hof optreedt, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.8.1. De vzw « Association de Promotion des Droits humains et des Minorités » heeft als maatschappelijk doel de mensenrechten te bevorderen, zoals zij zijn verankerd in de Grondwet en in verschillende internationale verdragen.

Volgens artikel 3, *b*), van haar statuten heeft de vzw tot doel « elke willekeurige aantasting van de rechten en vrijheden die zijn verankerd in de internrechtelijke of internationaalrechtelijke normen aan te klagen en te bestrijden ». Artikel 3, *d*), van die statuten biedt haar de mogelijkheid om in rechte te treden in alle geschillen waartoe de toepassing van de internrechtelijke of internationaalrechtelijke normen inzake mensenrechten en minderheden aanleiding kan geven.

B.8.2. Dat maatschappelijk doel bestaat in het verdedigen van een collectief belang dat van bijzondere aard is en onderscheiden is van het algemeen belang. Overigens wordt niet betwist dat dit doel werkelijk wordt nagestreefd.

B.9. Krachtens artikel 2 van de bestreden wet kunnen kandidaten voor een ambt of betrekking in de plaatselijke diensten in het Duitse taalgebied en de personeelsleden van die diensten hun kennis van de taal van het gebied bewijzen zowel met een door Selor uitgereikt certificaat als met certificaten uitgereikt in de andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte en de Zwitserse Bondsstaat. Het biedt die mogelijkheid niet aan de kandidaten voor een ambt of betrekking in de plaatselijke diensten in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, noch aan de personeelsleden van die diensten.

De bestreden bepaling creëert aldus een verschil in behandeling dat het maatschappelijk doel van de verzoekende partij en het collectief belang dat zij verdedigt, kan raken. Die partij doet bijgevolg blijken van het vereiste belang.

B.10. Aangezien de tweede verzoekende partij doet blijken van een belang bij het beroep, is het niet nodig te onderzoeken of de andere verzoekende partijen eveneens doen blijken van een belang om de vernietiging van de bestreden bepalingen te vorderen.

Ten aanzien van het enige middel

B.11.1. Het enige middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 45 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU) en met de verordening nr. 492/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie.

B.11.2. De verzoekende partijen betwisten de bestreden wet in zoverre zij uitsluitend de plaatselijke diensten in het Duitse taalgebied toestaat om van de kandidaten en personeelsleden, als bewijs van hun taalkennis, andere certificaten dan die welke door Selor worden uitgereikt, die door de Koning als gelijkwaardig worden beschouwd, te aanvaarden, om zich te conformeren aan het arrest van het Hof van Justitie van 5 februari 2015.

In een eerste onderdeel zijn de verzoekende partijen van oordeel dat de federale wetgever aldus een verschil in behandeling heeft ingevoerd dat strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

In een tweede onderdeel verwijzen zij naar artikel 45 van het VWEU en naar artikel 3, lid 1, tweede alinea, van de voormelde verordening nr. 492/2011, en wijzen zij erop dat krachtens artikel 260, lid 1, van het VWEU, de Belgische Staat gehouden is alle maatregelen te nemen welke nodig zijn ter uitvoering van het arrest van het Hof van Justitie van 5 februari 2015.

Beide onderdelen worden samen onderzocht.

B.12. Zoals vermeld in B.9, creëert artikel 2 van de bestreden wet een verschil in behandeling onder kandidaten en personeelsleden naargelang de betrekking of het ambt in kwestie ressorteert onder de plaatselijke diensten in het Duitse taalgebied of onder de plaatselijke diensten in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

B.13. Volgens de Ministerraad zijn de plaatselijke diensten in het Duitse taalgebied en die in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad niet voldoende vergelijkbaar wegens hun wezenlijk verschillende taalregeling.

Vershil en niet-vergelijkbaarheid mogen niet worden verward. Het Duitse taalgebied is een eentalig gebied, terwijl het gebied Brussel-Hoofdstad een tweetalig gebied is. Dat verschil laat echter niet toe te besluiten dat de plaatselijke diensten van die twee taalgebieden niet kunnen worden vergeleken in het licht van het monopolie dat aan Selor is toegekend bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, meer in het bijzonder wanneer het erom gaat de certificaten te bepalen waarmee taalkennis kan worden bewezen om een ambt of een betrekking bij die diensten te verkrijgen.

B.14.1. Uit de in B.3 geciteerde parlementaire voorbereiding blijkt dat, met de bestreden wet, de federale wetgever zich in overeenstemming wilde brengen met het arrest van 5 februari 2015 waarbij het Hof van Justitie van de Europese Unie vaststelt dat België zijn verplichtingen niet is nagekomen op het gebied van het vrije verkeer van werknemers.

Uit dat in B.4 aangehaalde arrest blijkt dat het recht om een bepaalde taalkennis te eisen naar gelang van de aard van de arbeid, geen afbreuk mag doen aan het vrije verkeer van werknemers en niet mag leiden tot een discriminatie van onderdanen van andere lidstaten :

« Van een kandidaat voor een vergelijkend onderzoek voor de aanwerving van personeel overeenkomstig de gecoördineerde wetten eisen dat hij zijn taalkennis bewijst door middel van één enkel soort certificaat dat door slechts één enkele Belgische instantie wordt afgegeven die daartoe belast is met de organisatie van taalexamen op het Belgische grondgebied, is gelet op de eisen van het vrije verkeer van werknemers echter onevenredig aan de nagestreefde doelstelling » (punt 28).

B.14.2. Het voormelde arrest van het Hof van Justitie van 5 februari 2015 heeft betrekking op de plaatselijke diensten in het Franse of Duitse taalgebied, en niet op die in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

Niettemin, net zoals artikel 15 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken dat van toepassing is op de plaatselijke diensten in het Franse of Duitse taalgebied, voorziet artikel 21 van dezelfde wetten dat van toepassing is op de plaatselijke diensten in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad in – weliswaar verschillende – vereisten inzake taalkennis om toegang te krijgen tot een betrekking of een ambt. De verschillen tussen de taalvereisten van die twee bepalingen maken evenwel niet het voorwerp uit van de grief die in het enige middel wordt opgeworpen. De kritiek van de verzoekende partijen heeft uitsluitend betrekking op de getuigschriften van die taalkennis en, meer bepaald, op het ontbreken van de mogelijkheid om af te wijken van het monopolie dat bij artikel 53, eerste lid, van dezelfde wetten aan Selor is toegekend « om bewijzen omtrent de bij de wet van 2 augustus 1963 vereiste taalkennis uit te reiken » voor de plaatselijke diensten in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, terwijl zulk een mogelijkheid wel bestaat voor de plaatselijke diensten in het Duitse taalgebied.

Welnu, net zoals de kandidaten voor een betrekking en de personeelsleden van de plaatselijke diensten in het Duitse taalgebied, zijn de kandidaten voor een betrekking en de personeelsleden van de plaatselijke diensten in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad onderworpen aan de beginselen van het vrije verkeer van werknemers, in samenhang gelezen met de regels van gelijkheid en niet-discriminatie wat de uitreiking van de getuigschriften inzake taalkennis betreft.

B.14.3. De verzoekende partijen vragen het Hof aan het Hof van Justitie een prejudiciële vraag te stellen over de bestaanbaarheid van de bestreden wet met de in het middel aangevoerde normen van het Europese Unierecht.

Wanneer een vraag die betrekking heeft op de uitlegging van het Unierecht wordt opgeworpen in een zaak aanhangig bij een nationale rechterlijke instantie waarvan de beslissingen volgens het nationale recht niet vatbaar zijn voor hoger beroep, is die instantie, overeenkomstig artikel 267, derde alinea, van het VWEU, gehouden die vraag te stellen aan het Hof van Justitie. Die verwijzing is evenwel niet nodig wanneer die rechterlijke instantie heeft vastgesteld dat de opgeworpen vraag niet relevant is of dat de betrokken bepaling van Unierecht reeds door het Hof is uitgelegd of dat de juiste toepassing van het Unierecht zo evident is, dat redelijkerwijze geen ruimte voor twijfel kan bestaan (HvJ, 6 oktober 1982, C-283/81, *CILFIT*, punt 21).

Te dezen dient er niet te worden ingegaan op de vraag van de verzoekende partijen om aan het Hof van Justitie hierover een vraag te stellen. De interpretatie van de bepalingen van het recht van de Unie, waar die partijen om vragen, is immers reeds gegeven door het Hof van Justitie in zijn arrest van 5 februari 2015.

B.14.4. In zoverre hij in artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken enkel voor de plaatselijke diensten in het Duitse taalgebied en niet voor de plaatselijke diensten in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad voorziet in een mogelijkheid tot afwijking op het gebied van de uitreiking van getuigschriften inzake taalkennis, terwijl hij bevoegd is om het gebruik van de talen te regelen in de plaatselijke diensten van die twee taalgebieden, heeft de federale wetgever een verschil in behandeling gecreëerd onder kandidaten voor een betrekking en onder personeelsleden dat niet in redelijkheid kan worden verantwoord ten aanzien van de beginselen van het vrije verkeer van werknemers, in samenhang gelezen met de regels van gelijkheid en niet-discriminatie.

B.15. Het middel, in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 45 van het VWEU en met de verordening nr. 492/2011 van 5 april 2011, is gegrond.

Artikel 2 van de wet van 21 april 2016 houdende wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, moet worden vernietigd in zoverre het niet van toepassing is op de plaatselijke diensten in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt artikel 2 van de wet van 21 april 2016 houdende wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, in zoverre het niet van toepassing is op de plaatselijke diensten in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 5 oktober 2017.

De griffier,

F. Meersschant

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2017/205255]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 109/2017 vom 5. Oktober 2017

Geschäftsverzeichnisnummer 6536

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 21. April 2016 zur Abänderung der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, erhoben von der Gemeinde Woluwe-Saint-Lambert und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern J.-P. Snappe, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 8. November 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 9. November 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 21. April 2016 zur Abänderung der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Mai 2016): die Gemeinde Woluwe-Saint-Lambert, die VoG «Association de Promotion des Droits Humains et des Minorités» und Sabine Hanot, unterstützt und vertreten durch RA J. Sohier, in Brüssel zugelassen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen und den Kontext

B.1.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 2 des Gesetzes vom 21. April 2016 zur Abänderung der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, der Artikel 53 der durch königlichen Erlass vom 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten (nachstehend: Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten) um einen Absatz 5 ergänzt hat.

Artikel 53 der Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten bestimmt nunmehr:

«Nur der Ständige Anwerbungssekretär ist befugt, Bescheinigungen zur Bestätigung der durch das Gesetz vom 2. August 1963 vorgeschriebenen Sprachkenntnisse auszustellen.

Innerhalb einer Frist von zwei Jahren ab dem 1. September 1963 legt der König die Bedingungen fest, unter denen diese Bescheinigungen anstelle der Prüfungen verlangt werden können, die durch Gesetz für die Anwerbung von Personal, das über besondere Sprachkenntnisse verfügen muss, vorgesehen sind.

Die obenerwähnte Frist wird auf fünf Jahre verlängert, wenn es darum geht, auf dem Wege der Beförderung Stellen zu vergeben, für die besondere Sprachkenntnisse erforderlich sind.

Was die Gemeinden betrifft, untersteht das Gemeindepersonal von dem Dienstgrad eines Bürounterstehers und den diesem Grad gleichgesetzten Dienstgraden an, das am 1. Juli 1963 im Amt war, jedoch weiterhin der jetzigen Regelung, in der für Beförderungen Sprachprüfungen vorgesehen sind. In den Prüfungsausschüssen, die diese Prüfungen abhalten, wird ein Vertreter des Ständigen Anwerbungssekretärs den Vorsitz führen; dieser Vertreter ist stimmberechtigt.

Für die lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets legt der König durch einen im Ministerrat beratenen Erlass die Modalitäten für die Anerkennung der Gleichwertigkeit der Bescheinigungen oder Zeugnisse fest, die von SELOR beziehungsweise von den anderen Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraums und der Schweizerischen Eidgenossenschaft ausgestellt werden».

B.1.2. Artikel 15 § 1 der Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten bestimmt:

«In lokalen Dienststellen, die im französischen, niederländischen oder deutschen Sprachgebiet angesiedelt sind, darf niemand in ein Amt oder eine Stelle ernannt oder befördert werden, wenn er die Sprache des Gebietes nicht beherrscht.

Zulassungs- und Beförderungsprüfungen werden in derselben Sprache abgehalten.

Bewerber werden nur zur Prüfung zugelassen, wenn aus den erforderlichen Diplomen oder Studienzeugnissen hervorgeht, dass sie am Unterricht in der obenerwähnten Sprache teilgenommen haben. In Ermangelung eines solchen Diploms oder Zeugnisses muss die Kenntnis der Sprache vorher durch eine Prüfung nachgewiesen werden.

Wird ein Amt oder eine Stelle ohne Zulassungsprüfung vergeben, so wird die erforderliche Kenntnis der Sprache anhand der diesbezüglich in Absatz 3 vorgeschriebenen Nachweise festgestellt».

B.2. Aufgrund des neuen Absatzes 5 von Artikel 53 der Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, eingefügt durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes, kann für die lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets der Nachweis der Kenntnis der Sprache des Gebiets sowohl mit einer durch Selor ausgestellten Bescheinigung als auch durch Bescheinigungen, die von den anderen Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraums und der Schweizerischen Eidgenossenschaft ausgestellt werden, erbracht werden.

B.3. Durch das angefochtene Gesetz wollte der föderale Gesetzgeber seine Rechtsvorschriften mit dem Urteil des Gerichtshofes der Europäischen Union vom 5. Februar 2015 (*Kommission gegen Belgien*, C-317/14) in Einklang bringen.

In der Begründung heißt es:

«Die Regierung ist der Auffassung, dass die Maßnahmen, die sich aus dem Urteil des Gerichtshofes der Europäischen Union vom 5. Februar 2015 ergeben, möglichst schnell ergriffen werden müssen für die lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets, indem Artikel 53 der koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten abgeändert wird, damit Selor nicht mehr das Monopol für die Prüfungen bezüglich der Sprachkenntnis besitzt. Auf diese Weise sollen schwere finanzielle Sanktionen vermieden werden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1653/001, S. 5).

Vor dem zuständigen Kammerausschuss hat der Minister präzisiert:

«Mit dem Entwurf wird bezweckt, für die lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets einen Mechanismus einzuführen, durch den Sprachbescheinigungen, die in anderen Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraums und der Schweizerischen Eidgenossenschaft ausgestellt worden sind, berücksichtigt werden können» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1653/002, S. 3).

«Der Minister hebt hervor, dass angesichts des Urteilstenors der vorliegende Gesetzentwurf sich nur auf die lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets bezieht.

Bezüglich der Qualitätsanforderungen verweist der Minister darauf, dass im Artikel festgelegt ist, dass ein im Ministerrat beratener königlicher Erlass ergehen wird, in dem die Modalitäten bezüglich der Anerkennung der Gleichwertigkeit mit den durch Selor ausgestellten Bescheinigungen festgelegt werden. Dazu wird eine Kommission von Sprachfachleuten eine gleich lautende Stellungnahme abgeben müssen. Dass dieser Kommission auch einer Vertreter der Deutschsprachigen Gemeinschaft angehören wird für die deutsche Sprache, wurde bei der Erörterung des Gesetzentwurfs im Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft als positiv bewertet» (ebenda, S. 5).

B.4. In seinem Urteil vom 5. Februar 2015 hat der Gerichtshof der Europäischen Union entschieden:

«22. Nach gefestigter Rechtsprechung des Gerichtshofs sollen sämtliche Bestimmungen des AEU-Vertrags über die Freizügigkeit den Unionsbürgern die Ausübung beruflicher Tätigkeiten aller Art im Gebiet der Union erleichtern und stehen Maßnahmen entgegen, die die Unionsbürger benachteiligen könnten, wenn sie im Gebiet eines anderen Mitgliedstaats eine wirtschaftliche Tätigkeit ausüben wollen (vgl. u.a. Urteil *Las*, C-202/11, EU: C: 2013: 239, Rn. 19 und die dort angeführte Rechtsprechung).

23. Folglich stehen diese Bestimmungen und insbesondere Art. 45 AEUV jeder Maßnahme entgegen, die, auch wenn sie ohne Diskriminierung aus Gründen der Staatsangehörigkeit gilt, geeignet ist, die Ausübung der durch den Vertrag garantierten Grundfreiheiten durch die Unionsangehörigen zu behindern oder weniger attraktiv zu machen (Urteil *Las*, EU: C: 2013: 239, Rn. 20 und die dort angeführte Rechtsprechung).

24. Zwar räumt Art. 3 Abs. 1 Unterabs. 2 der Verordnung Nr. 492/2011 den Mitgliedstaaten das Recht ein, die Bedingungen festzulegen, welche die in Anbetracht der Besonderheit der zu vergebenden Stelle erforderlichen Sprachkenntnisse betreffen.

25. Das Recht, je nach der Besonderheit der Stelle ein bestimmtes Niveau an Sprachkenntnissen zu verlangen, darf jedoch die Freizügigkeit der Arbeitnehmer nicht beeinträchtigen. Die Maßnahmen zu seiner Durchführung dürfen in keinem Fall außer Verhältnis zu dem verfolgten Ziel stehen. Ihre Anwendung darf nicht zur Diskriminierung von Angehörigen anderer Mitgliedstaaten führen (vgl. in diesem Sinne Urteil *Groener*, C-379/87, EU: C: 1989: 599, Rn. 19).

26. Im vorliegenden Fall ist anzuerkennen, dass es durchaus legitim sein kann, von einem Bewerber eines Auswahlverfahrens zur Besetzung einer Stelle in einer lokalen Dienststelle, d.h. einer Einrichtung, die im Gebiet einer Gemeinde Konzessionärin eines öffentlichen Dienstes ist oder mit einer im Allgemeininteresse liegenden Aufgabe betraut ist, zu verlangen, dass er über ein Niveau an Kenntnissen der Sprache der Region verfügt, in der sich die betreffende Gemeinde befindet, das der Besonderheit der zu vergebenden Stelle entspricht. Es kann nämlich angenommen werden, dass eine Stelle in einer solchen Dienststelle die Fähigkeit zur Kommunikation mit den lokalen Verwaltungsbehörden und gegebenenfalls mit der Öffentlichkeit erfordert.

27. In einem solchen Fall kann der Besitz eines Diploms über das Bestehen einer Sprachprüfung ein Kriterium darstellen, anhand dessen sich die erforderlichen Sprachkenntnisse beurteilen lassen (vgl. in diesem Sinne Urteil *Angonese*, EU: C: 2000: 296, Rn. 44).

28. Von einem Bewerber eines Auswahlverfahrens zur Einstellung von Personal aber wie die Koordinierten Gesetze zu verlangen, dass er seine Sprachkenntnisse durch eine einzige Art von Bescheinigung nachweist, die nur von einer einzigen belgischen Einrichtung ausgestellt wird, die zu diesem Zweck mit der Durchführung von Sprachprüfungen im belgischen Hoheitsgebiet betraut ist, ist im Hinblick auf die Gebote der Arbeitnehmerfreizügigkeit in Bezug auf das verfolgte Ziel unverhältnismäßig.

29. Dieses Erfordernis schließt nämlich die Berücksichtigung des Grades der Kenntnisse, auf die ein in einem anderen Mitgliedstaat erlangtes Diplom aufgrund der Art und Dauer des Unterrichts, dessen erfolgreiche Absolvierung es bestätigt, schließen lässt, völlig aus (vgl. in diesem Sinne Urteil *Angonese*, EU: C: 2000: 296, Rn. 44).

30. Außerdem benachteiligt es, auch wenn es unterschiedslos auf Inländer wie auf Staatsangehörige der anderen Mitgliedstaaten anwendbar ist, in Wirklichkeit die Angehörigen der anderen Mitgliedstaaten, die sich um eine Stelle in einer lokalen Dienststelle in Belgien bewerben wollen.

31. Dieses Erfordernis zwingt nämlich die Betroffenen, die in anderen Mitgliedstaaten leben, überwiegend also Staatsangehörige dieser Mitgliedstaaten, sich nach Belgien zu begeben, nur um ihre Kenntnisse im Rahmen einer Prüfung bewerten zu lassen, die für die Erteilung der für die Einreichung ihrer Bewerbung erforderlichen Bescheinigung obligatorisch ist. Der damit verbundene zusätzliche Aufwand ist geeignet, den Zugang zu den betreffenden Stellen zu erschweren (vgl. in diesem Sinne Urteil *Angonese*, EU: C: 2000: 296, Rn. 38 und 39).

32. Das Königreich Belgien hat kein Ziel geltend gemacht, dessen Verwirklichung diese Auswirkungen rechtfertigen könnte.

33. Soweit das Königreich Belgien geltend macht, es seien Gesetzgebungsarbeiten eingeleitet worden, um die in Rede stehende nationale Regelung mit den Erfordernissen des Unionsrechts in Einklang zu bringen, aufgrund der Struktur des Königreichs seien dabei aber langwierige und komplexe Verfahren zu durchlaufen, ist darauf hinzuweisen, dass sich ein Mitgliedstaat nach ständiger Rechtsprechung nicht auf Bestimmungen seiner internen Rechtsordnung, auch nicht auf solche verfassungsrechtlicher Art, berufen kann, um die Nichteinhaltung der aus dem Unionsrecht folgenden Verpflichtungen zu rechtfertigen (vgl. u.a. Urteil *Kommission/Ungarn*, C-288/12, EU: C: 2014: 237, Rn. 35 und die dort angeführte Rechtsprechung).

34. Jedenfalls ist das Vorliegen einer Vertragsverletzung anhand der Lage zu beurteilen, in der sich der Mitgliedstaat bei Ablauf der Frist befand, die in der mit Gründen versehenen Stellungnahme gesetzt wurde; später eingetretene Veränderungen können vom Gerichtshof nicht berücksichtigt werden (vgl. u.a. Urteil *Kommission/Vereinigtes Königreich*, C-640/13, EU: C: 2014: 2457, Rn. 42 und die dort angeführte Rechtsprechung).

35. Somit ist festzustellen, dass das Königreich Belgien dadurch, dass es von Bewerbern auf Stellen bei lokalen Dienststellen im französischen oder im deutschen Sprachgebiet, aus deren erforderlichen Diplomen oder Zeugnissen nicht ersichtlich ist, dass sie am Unterricht in der betreffenden Sprache teilgenommen haben, verlangt, dass sie ihre Sprachkenntnisse durch eine einzige Art von Bescheinigung nachweisen, die nur von einer einzigen amtlichen belgischen Einrichtung nach einer von dieser in Belgien abgehaltenen Prüfung ausgestellt wird, gegen seine Verpflichtungen aus Art. 45 AEUV und der Verordnung Nr. 492/2011 verstoßen hat.

[...]

Aus diesen Gründen hat der Gerichtshof (Sechste Kammer) für Recht erkannt und entschieden:

1. Das Königreich Belgien hat dadurch, dass es von Bewerbern auf Stellen bei lokalen Dienststellen im französischen oder im deutschen Sprachgebiet, aus deren erforderlichen Diplomen oder Zeugnissen nicht ersichtlich ist, dass sie am Unterricht in der betreffenden Sprache teilgenommen haben, verlangt, dass sie ihre Sprachkenntnisse durch eine einzige Art von Bescheinigung nachweisen, die nur von einer einzigen amtlichen belgischen Einrichtung nach einer von dieser in Belgien abgehaltenen Prüfung ausgestellt wird, gegen seine Verpflichtungen aus Art. 45 AEUV und der Verordnung (EU) Nr. 492/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2011 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Union verstoßen».

B.5. Die Französische und die Flämische Gemeinschaft hatten auf das Urteil des Europäischen Gerichtshofes vorgegriffen und dem Aufforderungsschreiben der Kommission der Europäischen Union Folge geleistet, indem sie für ihren territorialen Zuständigkeitsbereich den vorerwähnten Artikel 53 abgeändert haben.

Durch Artikel 4 des Dekrets vom 18. November 2011 zur Regelung des durch die am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten vorgeschriebenen Nachweises der Sprachkenntnis hat die Flämische Gemeinschaft Artikel 53 wie folgt ersetzt:

«Art. 53. Die Flämische Regierung bestimmt:

1. welche Instanzen befugt sind, die durch diese koordinierten Gesetze vorgeschriebenen Nachweise der Sprachkenntnis auszustellen, und die Bedingungen, die diese Nachweise erfüllen müssen;

2. die Bedingungen für die Anerkennung von Nachweisen der Sprachkenntnis, die durch andere Instanzen ausgestellt werden.

Das Niveau der Sprachkenntnis, das nachgewiesen werden muss, hängt von der Art der ausgeübten Funktion ab».

Durch Artikel 1 des Dekrets vom 7. November 2013 über den durch die am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten vorgeschriebenen Nachweis der Sprachkenntnis hat die Französische Gemeinschaft Artikel 53 wie folgt ersetzt:

«Art. 53. § 1. Die Zeugnisse, mit denen der Nachweis für das durch diese Gesetze vorgeschriebene Niveau der Sprachkenntnis erbracht wird, werden durch SELOR - Auswahlbüro der Föderalverwaltung ausgestellt.

Zur Ergänzung von Absatz 1 kann die Regierung der Französischen Gemeinschaft andere befugte Instanzen bestimmen, um Zeugnisse auszustellen, durch die der Nachweis des durch diese Gesetze vorgeschriebene Niveaus der Sprachkenntnis erbracht wird, sowie die Bedingungen, die durch die Nachweise dieser Sprachkenntnis zu erfüllen sind.

§ 2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft bestimmt die Bedingungen und die Modalitäten für die Anerkennung der Zeugnisse über die Sprachkenntnis, die durch andere Instanzen im Sinne von § 1 ausgestellt werden.

§ 3. Die Gleichwertigkeit wird durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft auf Stellungnahme einer Sachverständigenkommission erteilt.

Die Regierung legt das Statut dieser Sachverständigenkommission und die Weise der Bestimmung ihrer Mitglieder fest. Ihre Arbeitsweise wird in der Geschäftsordnung, die durch die Sachverständigenkommission angenommen wird, festgelegt.

§ 4. Für die Anwendung der vorigen Paragraphen hängt das Niveau der Sprachkenntnis von der Art der ausgeübten Funktion ab».

In Bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

B.6. Der Ministerrat stellt das Interesse der klagenden Parteien in Abrede.

B.7.1. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte; demzufolge ist die Popularklage nicht zulässig.

B.7.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die nicht ihr persönliches Interesse geltend macht, vor dem Gerichtshof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm ihren Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Vereinigungszweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.8.1. Die VoG «Association de Promotion des Droits Humains et des Minorités» verfolgt den Vereinigungszweck, die Menschenrechte zu fördern, wie sie in der Verfassung und in verschiedenen internationalen Verträgen verankert sind.

Gemäß Artikel 3 Buchstabe *b*) ihrer Satzung bezweckt die VoG, «jede willkürliche Verletzung der Rechte und Freiheiten, die in den Normen des innerstaatlichen und des internationalen Rechts verankert sind, anzuprangern und zu bekämpfen». Artikel 3 Buchstabe *d*) der Satzung bietet ihr die Möglichkeit, vor Gericht aufzutreten in allen Streitsachen, zu denen die Anwendung der Normen des innerstaatlichen und des internationalen Rechts über Menschenrechte und Minderheiten Anlass geben können.

B.8.2. Dieser Vereinigungszweck besteht in der Verteidigung eines kollektiven Interesses, das besonderer Art ist und sich vom allgemeinen Interesse unterscheidet. Im Übrigen wird nicht bestritten, dass dieser Zweck tatsächlich verfolgt wird.

B.9. Aufgrund von Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes können Bewerber um ein Amt oder eine Stelle in den lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets und die Personalmitglieder dieser Dienststellen ihre Kenntnis der Sprache des Gebiets sowohl anhand einer durch Selor ausgestellten Bescheinigung als auch anhand von Bescheinigungen, die in den anderen Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraums und der Schweizerischen Eidgenossenschaft ausgestellt wurden, nachweisen. Dadurch wird diese Möglichkeit nicht den Bewerbern um ein Amt oder eine Stelle in den lokalen Dienststellen des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt, und ebenfalls nicht den Personalmitgliedern dieser Dienststellen geboten.

Durch die angefochtene Bestimmung wird somit ein Behandlungsunterschied eingeführt, der den Vereinigungszweck der klagenden Partei und das kollektive Interesse, das sie verteidigt, beeinträchtigen kann. Diese Partei weist daher das erforderliche Interesse auf.

B.10. Da die zweite klagende Partei ein Interesse an der Klage aufweist, muss nicht geprüft werden, ob die anderen klagenden Parteien ebenfalls ein Interesse an der Beantragung der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen besitzen.

In Bezug auf den einzigen Klagegrund

B.11.1. Der einzige Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 45 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) und mit der Verordnung Nr. 492/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. April 2011 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Union.

B.11.2. Die klagenden Parteien fechten das angefochtene Gesetz an, insofern es ausschließlich den lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets erlaubt werde, von den Bewerbern und Personalmitgliedern als Nachweis ihrer Sprachkenntnis andere Bescheinigungen als diejenigen, die durch Selor ausgestellt würden, die durch den König als gleichwertig erachtet würden, anzunehmen, um dem Urteil des Europäischen Gerichtshofes vom 5. Februar 2015 Folge zu leisten.

In einem ersten Teil sind die klagenden Parteien der Auffassung, dass der föderale Gesetzgeber somit einen Behandlungsunterschied eingeführt habe, der im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehe.

In einem zweiten Teil verweisen sie auf Artikel 45 des AEUV und auf Artikel 3 Absatz 1 Unterabsatz 2 der vorerwähnten Verordnung Nr. 492/2011 und weisen sie darauf hin, dass aufgrund von Artikel 260 Absatz 1 des AEUV der belgische Staat verpflichtet sei, alle Maßnahmen zu ergreifen, die zur Ausführung des Urteils des Europäischen Gerichtshofes vom 5. Februar 2015 notwendig seien.

Die beiden Teile werden gemeinsam geprüft.

B.12. Wie in B.9 angeführt wurde, wird durch Artikel 2 des angefochtenen Gesetzes ein Behandlungsunterschied eingeführt zwischen Bewerbern und Personalmitgliedern je nachdem, ob die betreffende Stelle oder das betreffende Amt im Zuständigkeitsbereich der lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets oder der lokalen Dienststellen des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt liegt.

B.13. Nach Darlegung des Ministerrates seien die lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets und diejenigen des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt nicht ausreichend miteinander vergleichbar wegen ihrer wesentlich unterschiedlichen Sprachenregelung.

Unterschied und Nichtvergleichbarkeit dürfen nicht miteinander verwechselt werden. Das deutsche Sprachgebiet ist ein einsprachiges Gebiet, während das Gebiet Brüssel-Hauptstadt ein zweisprachiges Gebiet ist. Aufgrund dieses Unterschieds darf jedoch nicht geschlossen werden, dass die lokalen Dienststellen dieser zwei Sprachgebiete nicht miteinander verglichen werden könnten im Lichte des Monopols, das Selor durch Artikel 53 der Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten gewährt wurde, insbesondere wenn es gilt, die Bescheinigungen zu bestimmen, durch die eine Sprachkenntnis nachgewiesen werden kann, um ein Amt oder eine Stelle in diesen Dienststellen zu erhalten.

B.14.1. Aus den in B.3 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der föderale Gesetzgeber durch das angefochtene Gesetz dem Urteil vom 5. Februar 2015 Folge leisten wollte, in dem der Gerichtshof der Europäischen Union feststellt, dass Belgien seine Verpflichtungen auf dem Gebiet der Freizügigkeit der Arbeitnehmer nicht eingehalten hat.

Aus diesem in B.4 zitierten Urteil geht hervor, dass das Recht, eine bestimmten Sprachkenntnis zu verlangen je nach der Art der Arbeit, nicht die Freizügigkeit der Arbeitnehmer beeinträchtigen darf und nicht zu einer Diskriminierung von Bürgern anderer Mitgliedstaaten führen darf:

«Von einem Bewerber eines Auswahlverfahrens zur Einstellung von Personal aber wie die Koordinierten Gesetze zu verlangen, dass er seine Sprachkenntnisse durch eine einzige Art von Bescheinigung nachweist, die nur von einer einzigen belgischen Einrichtung ausgestellt wird, die zu diesem Zweck mit der Durchführung von Sprachprüfungen im belgischen Hoheitsgebiet beauftragt ist, ist im Hinblick auf die Gebote der Arbeitnehmerfreizügigkeit in Bezug auf das verfolgte Ziel unverhältnismäßig» (Randnr. 28).

B.14.2. Das vorerwähnte Urteil des Europäischen Gerichtshofes vom 5. Februar 2015 bezieht sich auf die lokalen Dienststellen des französischen oder deutschen Sprachgebiets und nicht auf diejenigen des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt.

Dennoch sind, ebenso wie Artikel 15 der Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, der auf die lokalen Dienststellen des französischen oder deutschen Sprachgebiets Anwendung findet, in Artikel 21 derselben Gesetze, der auf die lokalen Dienststellen des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt anwendbar ist, – zwar unterschiedliche – Anforderungen bezüglich der Sprachkenntnis, um Zugang zu einer Stelle oder einem Amt zu erhalten, vorgesehen. Die Unterschiede zwischen den Spracherfordernissen dieser beiden Bestimmungen sind jedoch nicht Gegenstand des Beschwerdegrunds, der im einzigen Klagegrund angeführt wird. Die Kritik der klagenden Parteien betrifft ausschließlich die Zeugnisse über diese Sprachkenntnis und insbesondere das Fehlen der Möglichkeit, von dem Monopol abzuweichen, das durch Artikel 53 Absatz 1 derselben Gesetze Selor gewährt wurde, um «Bescheinigungen zur Bestätigung der durch das Gesetz vom 2. August 1963 vorgeschriebenen Sprachkenntnisse auszustellen» für die lokalen Dienststellen des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt, während eine solche Möglichkeit wohl für die lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets besteht.

Doch ebenso wie die Bewerber um eine Stelle und die Personalmitgliedern der lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets unterliegen die Bewerber um eine Stelle und die Personalmitglieder der lokalen Dienststellen des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt den Grundsätzen der Freizügigkeit der Arbeitnehmer in Verbindung mit den Regeln der Gleichheit und Nichtdiskriminierung hinsichtlich der Ausstellung der Zeugnisse über die Sprachkenntnis.

B.14.3. Die klagenden Parteien bitten den Gerichtshof, dem Europäischen Gerichtshof eine Vorabentscheidungsfrage über die Vereinbarkeit des angefochtenen Gesetzes mit den im Klagegrund angeführten Normen des Rechts der Europäischen Union zu stellen.

Wird eine Frage über die Auslegung des Unionsrechts in einem schwebenden Verfahren bei einem einzelstaatlichen Gericht gestellt, dessen Entscheidungen selbst nicht mehr mit Rechtsmitteln des innerstaatlichen Rechts angefochten werden können, ist dieses Gericht gemäß Artikel 267 Absatz 3 des AEUV zur Anrufung des Gerichtshofes der Europäischen Union verpflichtet. Diese Anrufung ist jedoch nicht erforderlich, wenn das betreffende Gericht festgestellt hat, dass die gestellte Frage nicht entscheidungserheblich ist, dass die betreffende Bestimmung des Unionsrechts bereits Gegenstand einer Auslegung durch den Gerichtshof war oder dass die richtige Anwendung des Unionsrechts derart offenkundig ist, dass für einen vernünftigen Zweifel keinerlei Raum bleibt (EuGH, 6. Oktober 1982, C-283/81, *CILFIT*, Randnr. 21).

Im vorliegenden Fall ist dem Antrag der klagenden Parteien, den Europäischen Gerichtshof hierzu zu befragen, nicht stattzugeben. Die durch diese Parteien verlangte Auslegung der Bestimmungen des Unionsrechts hat der Europäische Gerichtshof nämlich bereits in seinem Urteil vom 5. Februar 2015 gegeben.

B.14.4. Insofern er in Artikel 53 der Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten nur für die lokalen Dienststellen des deutschen Sprachgebiets und nicht für die lokalen Dienststellen des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt eine Möglichkeit zur Abweichung hinsichtlich der Ausstellung von Zeugnissen in Bezug auf die Sprachkenntnis vorsieht, während er befugt ist, den Sprachengebrauch in den lokalen Dienststellen dieser zwei Sprachgebiete zu regeln, hat der föderale Gesetzgeber einen Behandlungsunterschied zwischen Bewerbern um eine Stelle und zwischen Personalmitgliedern eingeführt, der nicht vernünftig zu rechtfertigen ist hinsichtlich der Grundsätze der Freizügigkeit der Arbeitnehmer in Verbindung mit den Regeln der Gleichheit und Nichtdiskriminierung.

B.15. Der Klagegrund ist begründet, insofern er aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 45 des AEUV und mit der Verordnung Nr. 492/2011 vom 5. April 2011 abgeleitet ist.

Artikel 2 des Gesetzes vom 21. April 2016 zur Abänderung der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten ist für nichtig zu erklären, insofern er nicht auf die lokalen Dienststellen des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt anwendbar ist.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt Artikel 2 des Gesetzes vom 21. April 2016 zur Abänderung der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten für nichtig, insofern er nicht auf die lokalen Dienststellen des zweisprachigen Gebiets Brüssel-Hauptstadt anwendbar ist.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 5. Oktober 2017.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der Präsident,
J. Spreutels